

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Les trois colombes de Dorval Brunelle

Willie Chevalier

Numéro 40, hiver 1985–1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/40153ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chevalier, W. (1985). Compte rendu de [*Les trois colombes* de Dorval Brunelle]. *Lettres québécoises*, (40), 76–77.

Les trois colombes

de Dorval Brunelle

(VLB éditeur)

Il y a une vingtaine d'années, trois hommes réputés à tort ou à raison socialistes de salon, pour ne pas dire révolutionnaires, annonçaient en conférence de presse leur adhésion au Parti libéral du Canada et leur candidature aux prochaines élections. M. Dorval Brunelle, professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal, retrace en près de 300 pages l'itinéraire «idéologique» de ces trois hommes, MM. Pierre Elliott Trudeau, Jean Marchand et Gérard Pelletier, appelés *les trois colombes* (par dérision?). Ce qui l'amène à évoquer la vie sociale et politique du Canada et plus particulièrement du Québec des années 40, 50 et 60.

Excellent résumé des intentions de l'auteur, l'avant-propos contient des rappels de faits qui sont en même temps des observations perspicaces. Par exemple, la «révolution tranquille» de 1960 à 1966 «au point de départ en tout cas et contrairement à ce qu'en disaient plusieurs analystes, ne visait pas à accroître l'autonomie provinciale mais bien au contraire, à ramener le Québec dans le giron du fédéralisme. Il est arrivé, comme cela se produit souvent en politique, que les résultats ont été différents de ceux que l'on escomptait.» Dans cet avant-propos, aussi, M. Brunelle consigne une petite défaillance de la mémoire dans *Les années d'impatience, 1950-1960*, la première tranche des souvenirs de M. Pelletier. Ce dernier raconte un événement dont il néglige de vérifier la date. Oubli insignifiant en soi, inquiétant chez un mémorialiste, et qui incite M. Brunelle à écrire que «l'aura qui entoure les *trois colombes* n'est pas le fait des médias; elle est projetée par les individus concernés.» C'est bien l'avis des gens assez âgés pour avoir suivi leur carrière; faisant tôt le nécessaire pour être en vedette, confusé-

ment peut-être au début les compères voulaient depuis longtemps jouer un rôle politique et ce n'est pas sans habileté qu'ils ont amené des membres du Parti libéral à les inviter à se joindre à eux. S'ils ont paru hésiter, c'était pour la forme. D'ailleurs, les maîtres du parti n'étaient pas plus naïfs que ceux d'aujourd'hui: ils n'auraient pas sollicité des violettes ni de vraies colombes, ce dernier mot signifiant d'après *Larousse* «dans un gouvernement, un parti, partisan de la paix». Le trio entendait bien livrer des combats...

M. Brunelle raconte ce que furent et ce que firent ses trois oiseaux avant leur adhésion officielle au PLC. En 1942, M. Marchand découvre à Québec les laideurs du «patronage» politique, «ce ténia de nos démocraties; la gangrène dont souffrent nos corps publics, écrit-il, me jeta dans une grande consternation et me fit comprendre le besoin urgent de «médecins sociaux». Il ne saurait être question d'en tenir responsable M. Marchand plus que d'autres mais sous les gouvernements Trudeau, rien n'est plus facile à démontrer, le patronage a sévi tout autant que sous n'importe quel gouvernement à Québec. M. Brunelle en parlera-t-il s'il complète son travail «suspendu» au lendemain de la victoire des libéraux en 1968?

Quant au Trudeau d'avant la vision sur le chemin de Damas, il semble bien, à lire les pages 66 à 70, qu'il était un dilettante plus ou moins aimable bien que sa «valeur intellectuelle» impressionnât beaucoup M. Pelletier. Cette valeur n'empêche pas M. Brunelle de penser que «dans certaines de ses thèses ou de ses prises de position, Trudeau sera un piètre analyste, usant et abusant de méthodes de recherche pour le moins contestables,

comme nous le verrons quand nous nous pencherons sur sa contribution à *La Grève de l'amiante*. On le voit en effet aux pages 122 et 123 (et on le verra assez souvent de 1968 à 1984...).

M. Pelletier, lui, est de six mois le cadet de M. Marchand et de quatre ans l'aîné de M. Trudeau. Tout jeune il est membre de la Jeunesse étudiante catholique (la JEC) où il apprend ou enseigne à «noyauter le milieu» (p. 78). Ce milieu, M. Brunelle n'en dit mot, sans doute trop jeune pour s'en souvenir, est à un moment donné la société Radio-Canada. Durant quelques années 50 et 60, elle semble appartenir à M. Pelletier et à quelques-uns de ses amis. Ils sont fréquemment invités, sous tous les prétextes, à s'y produire. Si bien que le mercredi 6 novembre 1961, l'éminent jéciste s'y mue en spécialiste de l'art japonais. Comme on dit maintenant et comme on ne disait pas alors, «faut le faire». On n'a jamais révélé où ni quand M. Pelletier avait étudié cet art, mais sa «prestation» de 1961 a peut-être servi d'argument en sa faveur quand, l'âge ayant mis fin à sa carrière diplomatique, on l'a nommé président du conseil d'administration de la Corporation des musées nationaux (*sic*).

Quoi que l'on pense de M. Pelletier et de ses oeuvres, il faut s'incliner devant une de ses initiatives: dans les années 50 il écrivit une série d'articles publiés ensuite en brochure sur «les enfants tristes», — les enfants logés dans les crèches et les orphelinats. Ce reportage fut indiscutablement une très bonne action, à l'honneur du futur et maintenant ancien ministre et ambassadeur.

En 1954, M. Trudeau analyse dans *Cité libre* l'ouvrage du regretté Maurice Lamontagne, *Le Fédéralisme canadien*. Il lui plaît infiniment que la thèse «propose

une approche économique au fédéralisme. En d'autres termes (c'est M. Brunelle qui interprète la pensée de M. Trudeau qui interprète celle de Lamontagne), le fédéralisme est raisonnable ou rationnel parce qu'il permet d'appliquer des mesures correspondant aux découvertes les plus avancées de la science économique, alors que l'irréducentisme nationaliste replié sur un espace économique réduit fait fi de toutes les percées de la science économique depuis Keynes». D'abord, faisait observer Georges Elgozy dans *Le Figaro* du 24 septembre 1985, «l'économie n'est pas science exacte, si toutefois elle est science». Ensuite, «l'espace économique réduit» de pays comme la Suisse ne les empêche pas du tout d'appliquer, s'ils le veulent, «des mesures correspondant aux découvertes les plus avancées de la science économique».

Des trois faucons appelés colombes, le plus combatif et en même temps le plus courageux est de beaucoup M. Marchand. Il n'hésite jamais à risquer pour ses idées son poste à la CSN, notamment quand il fait campagne contre Réal Caouette et le Crédit social. Et quand, selon le voeu exprimé par M. Bryce Mackasey en mars 1965, le trio décide de plonger dans la fournaise électorale, comme on dit, M. Trudeau est élu député avant même de poser sa candidature dans la circonscription de Mont-Royal, peuplée en majorité d'anglophones et d'allophones anglicisés ou s'anglicisant (ce qui est leur droit strict).

D'aucuns pensent à une lutte héroïque: M. Pelletier va sûrement affronter dans la circonscription de Saint-Jean M. Yvon Dupuis, militant libéral chevronné malgré son âge relativement jeune, que les dirigeants du parti jugent embarrassant depuis quelque temps. Mais non. À Montréal, il y a une circonscription très sûre pour les libéraux, grâce à Raymond Eudes qui y vit et rend constamment des services individuels et collectifs aux citoyens qu'il représente aux Communes depuis 1940. Les organisateurs du parti le font démissionner et c'est dans Hochelaga que M. Pelletier brigue héroïquement les suffrages.

Pendant ce temps, M. Jean Marchand, depuis longtemps sur la brèche, doit faire face dans Québec-Ouest à une coalition de créditistes «explicablement» rancuniers, de partisans de l'Union nationale et de ce qu'il peut rester de conservateurs



dans les parages. Et il participe au combat d'autres candidats libéraux.

En bon universitaire, M. Brunelle se veut objectif et s'efforce de ne pas prendre parti. Il peut conforter les admirateurs du trio et fournir des arguments à ses contempteurs. Les pages 231 à 246 sont assez obscures et ambiguës. On ne comprendra jamais rien aux trois politiciens, écrit l'auteur, «si on ne tient compte que des limites de chacun des individus impliqués; s'ils forment un trio, c'est que leur union aura été efficace et c'est ça en dernier ressort qui est essentiel». On veut bien. Mais, quelques lignes plus loin: «Nous nous retrouvons, aujourd'hui comme hier, et avec un système passablement bizarre, autocratique et centralisateur, qui n'est pas mieux adapté aux contingences nationales qu'il pouvait l'être sous Diefenbaker.» Nous nous retrouvons aussi dans la situation économique que l'on sait. On n'ignore pas que le Canada est somme toute colonie économique des États-Unis, que son gouvernement est parfois impuissant devant des décisions prises à Washington. On n'ignore pas non plus que si le Canada était prospère et peu endetté, on en attribuerait le mérite aux gouvernements Trudeau. Alors?

Au hasard de son exposé, M. Brunelle nous rappelle ou nous apprend plusieurs faits intéressants. Ainsi, la CTCC, mère de la CSN, favorisait l'interdiction des grèves dans les services publics. Elle n'avait pas encore syndiqué toute la fonction publique et des organismes parapublics... En décembre 1965, *Cité libre*

publiait une critique sévère du rapport préliminaire de la commission Laurendeau-Dunton. On se demande dans quelle mesure, André Laurendeau étant décédé et M. Trudeau devenu tout puissant à Ottawa, ce texte a influencé les rédacteurs du rapport final.

Sans avoir l'air d'y toucher, M. Brunelle fait bonne justice d'une accusation souvent portée contre le PQ. Bien avant l'accession de ce parti au pouvoir, écrit-il, «le poids démographique et économique de l'Ouest contribue à marginaliser l'économie québécoise; déjà... surtout à compter du parachèvement de la voie maritime du Saint-Laurent en 1959, l'axe industriel continue à se déplacer hors du Québec. On assiste alors à une recrudescence de la concentration économique et les déménagements d'entreprises s'accroissent».

Son évident souci d'objectivité n'empêche pas M. Brunelle de se rebiffer devant l'erreur. M. Pelletier ayant parlé dans ses mémoires d'une «rossée» que Caouette aurait reçue de M. Marchand au cours d'une mémorable joute oratoire, M. Brunelle écrit tranquillement: «C'est une fausseté».

Le style de notre auteur se ressent trop naturellement, hélas! de la lecture de journaux rédigés à la hâte et dont les textes ne semblent pas avoir été revus et corrigés. Plusieurs fois il parle de siéger sur un comité, une commission, etc.; il pense comme tant d'autres que «biaisé» veut dire «tendancieux». Il lui arrive de mettre au singulier un verbe qui a deux sujets; pour désigner la direction d'un parti politique, il emploie l'effreux mot de «chefferie» que le *Petit Larousse illustré*, de plus en plus laxiste, semble admettre maintenant comme désignant une «autorité politique détenue de façon permanente par un individu dans un groupe», alors que dans l'édition de 1975 il désignait un «organisme politique de l'Afrique noire» ou une «ancienne circonscription territoriale du service du génie».

Les trois colombes n'en sont pas moins un ouvrage très recommandable à tous ceux que la politique du cru intéresse. Et il est prudent de s'y intéresser car elle s'occupe singulièrement de chacun de nous. □

Willie Chevalier